

Accueil / Grand Sud / Vie locale

Trésoreries : «dress code» noir

Publié le 12/07/2019 à 03:52



Vie locale, Lot-et-Garonne

Le jeudi est un jour d'enterrement comme un autre. À Roquefort hier, les agents de la direction des finances publiques (DDFIP) avaient choisi un «dress code» noir, comme pour procéder à l'inhumation de ce qui reste de trésoreries en Lot-et-Garonne. Il en existait plus de trente encore dans les années 2000, il en subsiste six qui ne devraient pas survivre aux deux ans qui viennent (lire la Dépêche du Midi de ce jeudi).

Invités par la direction départementale à la présentation de la nouvelle cartographie des points d'accueil censés remplacer la présence de ce service public de proximité. «En fait» expliquent François Lecourt et Patrice Martin «le projet du gouvernement d'une géographie revisitée rime en réalité avec géographie abandonnée. Il avait assuré que les services de l'Etat partiraient à la reconquête des territoires. C'est l'inverse à la direction des finances publiques.»

Trompe l'œil

Pour Solidaires et la CGT, les apparences sont un trompe-l'œil. «Après une soi-disant concertation avec les élus», il existerait à l'horizon 2022 et aux dernières nouvelles du mois de juin 1927 points de contacts pour les contribuables, particuliers et entreprises, au lieu de 10 avant. «Mais ce sont des coquilles vides. Ces Maisons France Service peuvent être vues par les populations comme une amélioration. Il n'en va pas de même pour ceux et celles qui ont encore un service des finances publiques proches d'eux. Et pour les agents, il n'est pas tenable d'assurer des missions si variées et diverses qui ont chacune une technicité propre. Le gouvernement veut simplement essorer les services sur la base d'une communication trompeuse : afficher de nombreux points sur des cartes en omettant de préciser à quoi ils correspondent vraiment.»

Perte d'emplois

En marge de la disparition des espaces fiscaux d'accueil, la CGT et Solidaires évoquent aussi la disparition des postes et l'emploi. À la fin des années 1990, se souvient François Lecourt, le nombre d'agents des finances publiques flirtait avec la barre des 800. C'est moins de la moitié aujourd'hui.

Patrice Martin est catégorique : «de toute façon, les trésoreries, c'est mort. Le réseau de proximité est voué à disparaître. Ce sera moins de conseils pour les collectivités locales, les communautés de communes.» Et d'annoncer le départ à la retraite de 30 % des effectifs d'ici deux ans. «Le lien avec les élus, et les particuliers ne doit ainsi plus exister» poursuit François Lecourt. «Désolé de le dire mais faut-il préférer un écran d'ordinateur à un contact direct avec son conseiller pour sa fiscalité, celle de son entreprise ou de sa commune ?»

la CGT et Solidaires doivent aller à la rencontre des élus locaux pendant l'été et à la rentrée, en attendant d'appeler au rassemblement à la mi-septembre dans le cadre d'une journée nationale de défense du service public.



S. Bersauter

Les plus de la semaine

- 1 Insolite - Castelsarrasin. Il avait fait ses heures : le conducteur abandonne le train transportant les blindés du 31^e régiment de Castelsarrasin
- 2 Météo. Le Lot-et-Garonne et six départements de Midi-Pyrénées en alerte orange pour les orages

